

## Questions orales

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Comme le sait le député, monsieur l'Orateur, il y a une grande différence entre le rôle que nous jouons à Chypre et ce que nous avons entrepris au Vietnam. Au Vietnam, nous ne nous occupons pas de maintenir la paix, nous assumons un rôle de surveillance. A Chypre, nous nous occupons, au sens traditionnel, de maintenir la paix.

Si je comprends bien la situation actuelle, la plupart des difficultés qui se sont élevées sur l'île de Chypre ont eu lieu au sein d'une collectivité plutôt qu'entre la collectivité grecque et la collectivité turque, de sorte que, à mon avis, ces difficultés n'ont eu aucune répercussion sur les opérations de nos forces armées. A Chypre, nous n'avons pas à faire face à des hostilités entre les deux collectivités, mais seulement à l'intérieur de la collectivité grecque.

**M. Lambert (Edmonton-Ouest):** Le ministre fait-il une distinction entre l'agitation civile qui existe parmi les Grecs et qui est peut-être une guerre intestine et le conflit entre les Grecs et les Turcs de Chypre?

**M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, nos forces sont là vraiment pour maintenir la paix entre les deux collectivités. Il pourrait arriver, s'il y a de nouvelles agitations à Chypre, que ce mouvement se répande et que nos effectifs en subissent les répercussions, mais j'expliquais simplement qu'il ne s'agissait pas d'une reprise des hostilités entre les deux collectivités, que nos effectifs sont chargés de séparer.

\* \* \*

## LES PÊCHES

L'ABOLITION DE L'INDUSTRIE BALEINIÈRE DE  
BLANDFORD (N.-É.)—L'INDEMNISATION DES CHÔMEURS

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au ministre des Pêches. Étant donné qu'il a aboli l'an dernier l'industrie baleinière à Blandford, en Nouvelle-Écosse, et que, jusqu'à ce jour, les personnes qui y travaillaient sont en chômage, quel est le montant de l'indemnité qui sera versée annuellement aux travailleurs touchés par cette mesure et quand le sera-t-elle?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député reconnaîtra que ce genre de question doit normalement être inscrite au *Feuilleton*, mais si le ministre dispose de ces renseignements, il peut tout aussi bien les donner maintenant au député et à la Chambre.

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches):** Monsieur l'Orateur, une mission spéciale a été constituée qui a visité les trois centres de pêche à la baleine sur la côte est qui sont fermés et ce groupe d'étude est en train de préparer des recommandations concernant l'indemnisation des propriétaires et les sources possibles d'emploi pour les travailleurs.

[M. Lambert (Edmonton-Ouest).]

## LA DÉFENSE NATIONALE

LA HAUSSE DES LOYERS DES MILITAIRES MARIÉS—LA  
POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire ou qui se rapporte à une question précédente. Il y a cinq ou six semaines, j'ai demandé au ministre de la Défense nationale s'il voudrait examiner avec ses collègues la question de l'augmentation des logements des soldats mariés pour essayer d'enrayer l'inflation. A-t-il eu la possibilité d'examiner cette question et peut-il nous mettre au courant de ses conclusions?

**L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, nous avons examiné avec beaucoup de soin l'augmentation des logements familiaux et, en général, nous avons constaté que ces loyers sont comparables à ceux que l'on exige dans la vie civile.

\* \* \*

## LA GENDARMERIE ROYALE

L'EXPOSÉ DU COMMISSAIRE ADJOINT DRAPER À UNE  
CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ DANS L'INDUSTRIE ET  
LE DOCUMENT «GOVERNMENT SECURITY  
ORGANIZATION»—DEMANDE DE COPIES

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Étant donné qu'hier l'on m'a interdit, en ma qualité de député, d'assister à un exposé du commissaire de la GRC, exposé qui traitait de l'agitation ouvrière produite par des éléments subversifs, et étant donné que cette causerie a été faite devant un groupe privé consistant principalement d'hommes d'affaires, le ministre pourrait-il assurer à la Chambre qu'il fera parvenir non seulement à moi-même mais à tous les députés un exemplaire de la causerie du commissaire Draper?

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, je vais examiner cette affaire. C'était une conférence sur la sécurité dans l'industrie. Je viens de recevoir l'avis de la question du député, et je serais heureux de faire ce que je peux pour lui.

**M. Broadbent:** Monsieur l'Orateur, la question supplémentaire que je pose au ministre concerne d'autres documents, apparemment classés comme confidentiels, qui ont été remis aux hommes d'affaires privés mais non aux représentants des travailleurs et aux députés. Je pense surtout à un document remis par M. R. Bourne et intitulé «Government Security Organization». Le ministre peut-il assurer aux députés qu'ils en recevront aussi un exemplaire?

**M. Allmand:** Je ferai de mon mieux pour fournir également ce document. Sauf erreur, il ne contenait rien qui soit classé. Il traitait d'affaires connues du public mais j'en obtiendrai un exemplaire pour le député; je vais en outre me renseigner au sujet de l'autre partie de la question.